

Enjeux Des Guerres A l'Est De La République Démocratique Du Congo

Mujombwe Rashidi Stanislas Rams

Université Pédagogique Nationale

Auteur correspondant : Mujombwe Rashidi Stanislas Rams



Résumé : Depuis des siècles l'Afrique a toujours été perçue comme un réservoir de richesses, importance qui lui a attiré des convoitises variées et a créé dans son giron un foyer des rivalités. Aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après les indépendances, la République Démocratique du Congo connaît des guerres suite à la convoitise de ses voisins de la sous-région (Rwanda, Ouganda et Burundi) bénéficiant du soutien de la mafia internationale, sous l'œil regardant de la communauté internationale.

Ainsi, la présente étude dont l'objet consiste à donner des solutions pouvant aider le Congo-Kinshasa de tourner définitivement la page à ces guerres et de s'inscrire inlassablement dans la voie de développement, tente de s'appesantir sur les enjeux des guerres à l'Est de la République Démocratique du Congo qui s'inscrit dans un contexte de persistance avec une dose de terrorisme.

En effet, il s'agit d'examiner les enjeux desdites guerres sur le territoire congolais afin d'en déduire des actions réfléchies pour mettre fin à cette tragédie qui n'a que trop duré et faute de la stopper, risque d'amener le pays à la balkanisation.

Mot clé : Guerre, Balkanisation, communauté internationale.

Introduction

Depuis son accession au statut international d'Etat en 1960, la RDC n'a subi que de problèmes menaçant sa souveraineté au sein du système-monde. De ce fait, durant la guerre froide, elle a évolué aux côtés du bloc capitaliste avec les USA en tête. C'est pourquoi, tout était permis sur son territoire dont on craignait la soviétisation menaçante.¹

Partant de cette situation, plusieurs auteurs ont écrit sur la question des conflits armés dans la sous-région des grands lacs africains, et l'analyse qui se focalise sur les enjeux des guerres à l'Est de la RDC nous permet de planter le décor de la présente étude. Ceci est le résultat de l'observation directe d'une part et l'analyse de certains documents, ayant traité notre sujet d'autre part.

Tout en s'accordant sur la dialectique des conflits armés et ses causes à effet, cette guerre met à genoux le développement de la RD Congo. L'expérience a démontré qu'il y a aucun essor économique dans un environnement conflictuel.

De ce fait, le problème général est celui de savoir pourquoi cette mésaventure demeure-t-elle continuellement et quels sont les acteurs dudit conflit dont la durée et les rebondissements après chaque phase d'accalmie ? Et spécifiquement, quelles sont les solutions pour mettre fin à cette guerre ?

¹ Kabuika Tshipata, J., *La République Démocratique du Congo dans le monde*, L'Harmattan, Paris, 2023, p.67-68.

Tenant compte des questions sus évoquées, il est à noter de manière globale que tout est fonction de la manière dont les dirigeants pilotent la question de ce cycle infernal de violence et spécifiquement, manque du leadership politique de qualité capable de taire ces armes. Ainsi, pour envisager une réaction à une action quelconque, il est impérieux de saisir la nature de l'action, de connaître les acteurs impliqués et en comprendre les contours. Sans lesquels, il est presque incertain d'élaborer une stratégie réfléchie et efficace capable d'apporter une solution adaptée.

De ce fait, partant du cadre contextuel des guerres en RD Congo, tout en identifiant les différents acteurs impliqués reliant les causes et conséquences, il y a lieu d'adopter les solutions.

I. CADRE CONTEXTUEL

La RDC a connu une histoire tumultueuse, parsemée de conflits violents qui ont rythmé le processus de formation de l'État depuis l'époque coloniale. Comme pour la grande majorité des États africains, les frontières de la RDC ont été tracées pendant le partage de l'Afrique par les puissances coloniales occidentales lors de la Conférence de Berlin de 1884-1885. Le territoire de ce qui deviendra la RDC a été consacré comme propriété privée du roi des Belges Léopold II, soit un territoire quatre-vingt fois plus grand que son royaume². Baptisé depuis lors État Indépendant du Congo (EIC), le pays est alors passé sous le régime d'une exploitation extensive et brutale de ses ressources naturelles, particulièrement le « caoutchouc rouge » de triste mémoire, au bénéfice privé du roi des Belges³. En 1908, à la suite des campagnes de presse qui ont révélé les horreurs du système colonial mis en place par le roi, ce dernier fut contraint de céder l'EIC à la Belgique, l'EIC devenant de ce fait une colonie belge sous l'appellation de Congo belge jusqu'à son accession à l'indépendance le 30 juin 1960.

Cependant, de l'époque coloniale jusqu'à ce jour, la paix et la sécurité y demeurent encore un travail de Sisyphe c'est-à-dire un travail interminable et ardu, qu'il faut toujours recommencer, pour un résultat nul et incertain. Un mois à peine après l'accession du Congo à sa souveraineté en juin 1960, certaines provinces du pays ont immédiatement sombré dans trois rébellions hétéroclites à visée indépendantiste, notamment la sécession de l'Etat du Katanga (avec comme leader Moïse Tshombe), la sécession du « Royaume fédéré du Sud-Kasaï » (dirigé par Albert Kalonji), ainsi que la sécession de la République Populaire du Congo (sous le leadership d'Antoine Gizenga). Au même moment, la montée des tensions ponctuées de violences interethniques à répétition s'est accentuée au Kivu dès la veille de l'indépendance autour des enjeux liés à la gestion de l'identité nationale, du pouvoir local et de la propriété foncière. Si les guerres de sécession ont été résolues dans les cinq années qui ont suivi l'indépendance, les tensions et les violences interethniques au Kivu ont quant à elles persisté durant la période postcoloniale, au point de devenir l'épicentre des guerres civiles congolaises au lendemain de la fin de la Guerre froide.

En effet, Péclosion des conflits armés qui ont embrasé tout le pays durant les années 1990 à partir du Kivu a auguré dans sa partie orientale une ère de feu et de sang qui n'en finit pas, en dépit de la mission de paix déployée par l'OXU dès 1999. Depuis le déclenchement des guerres dites de libération du Congo en 1996 puis en 1998, lancées par des mouvements rebelles successifs à partir des montagnes du Kivu, l'Est de la RDC se présente comme « un vaste champ de bataille où s'affrontent pêle-mêle, armées nationales, milices partisans, populations civiles »⁴.

La persistance des tensions et des violences armées au Kivu depuis plusieurs décennies a donné lieu à la régionalisation du conflit congolais avec l'affrontement officiel de six armées nationales de la Région des Grands Lacs sur le sol congolais entre 1998 et 2002. Même les rébellions qui ont émergé au Kivu depuis les années 2000 ont également révélé leurs ramifications régionales, en termes d'acteurs les soutenant militairement ou impliqués dans le processus de restauration de la paix. Ainsi, l'enlisement du Kivu dans cette spirale de conflits régionalisés, pourrait être légitimement analysé comme un « système de guerres ». Ce concept prototypique des conflits armés d'après-Guerre froide suggère que ceux-ci relèvent : « d'acteurs, de modalités et d'enjeux différents, qui s'articulent les uns aux autres et brouillent les frontières spatiales, sociales et politiques qui les

² Gémeaux, C. de, & Amaury, L. *L'Europe coloniale et le grand tournant de la Conférence de Berlin*. (A. Lorin, Ed.) Editions Le Manuscrit, Paris, 2013, p.25.

³ Hochschild, A. *Les fantômes du roi Leopold II*, Beifond, Paris, 1999, p.35.

⁴ Matoko, E., *Afrique par les Africains : utopie ou révolution*, Paris: L'Harmattan, 2000, p.224.

distinguaient initialement. Ces conflits entrent en résonance et s'imbriquent les uns dans les autres, transformant leurs conditions de reproduction et, surtout, les parties qui s'affrontent, les enjeux de la lutte et les objectifs poursuivis. Une telle intrication de violences armées civiles et internationales fait ainsi système et rend extrêmement complexes les logiques des acteurs, obscurcit le jeu d'alliances qui peuvent paraître, elles aussi, sans logique ».

Plusieurs études menées sur la conflictualité récurrente au Kivu depuis l'époque coloniale ont abordé la multiplicité des enjeux qui les sous-tendent, en l'occurrence des enjeux politiques, économiques, sécuritaires et stratégiques.

La persistance des conflits au Congo, spécialement au Kivu résulte des interactions entre les dynamiques internes et externes où les enjeux de sécurité jouent un rôle déterminant.

1.1. LES DIFFERENTS ACTEURS DE LA GEURRE

La guerre qui s'y déroule constitue une sérieuse entrave à la reconstruction de la RDC, et une menace pour la stabilité de toute la région : aujourd'hui plus que jamais l'Est est la poudrière de l'Afrique Centrale⁵.

Au regard de la complexité des enjeux des conflits et de la multiplicité des acteurs impliqués. Plusieurs acteurs sont directement impliqués. Parmi les acteurs partie prenante à ces guerres, on distinguera pour des raisons de clarté, les acteurs africains et les acteurs non africains.

a. Les acteurs africains : les voisins, l'ombre du Rwanda

Entre avril et juillet 1994, en même temps qu'a lieu le génocide, les troupes du Front Patriotique Rwandais (FPR), venant de l'Ouganda au nord, avancent au Rwanda. La progression de ce mouvement rebelle Tutsi provoque la fuite de deux millions de rwandais au total, qui partent se réfugier dans d'immenses camps au-delà des frontières. La majorité est bien sûr Hutue puisque cette ethnie, qui a orchestré le génocide, représente 80% de la population rwandaise. A la suite de la victoire définitive du FPR de Paul Kagame, qui prend le pouvoir à Kigali à la mi-juillet, ces camps, surtout établis au Zaïre⁶, comprennent des civils ayant fui les combats mais aussi beaucoup d'anciens responsables du génocide des Tutsis : des soldats de l'ancienne armée rwandaise et des membres des milices Interahamwe. En continuant leurs exactions une fois installés sur le territoire zaïrois, ces ex-génocidaires transforment les camps en base arrière pour reconquérir le pouvoir au Rwanda. En réponse, le nouveau gouvernement de Kigali s'octroie ce que Justine Brabant a appelé un « droit de poursuite » dans le pays voisin : « Le FPR décide de contrer cette menace : la nouvelle armée nationale qu'il vient de constituer, l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), lance à partir de 1995 des attaques contre ces camps au nom d'un « droit de poursuite » des ex-génocidaires »⁷. Par conséquent, des affrontements réguliers éclatent, déstabilisant le Kivu puis tout le Zaïre. C'est le début d'un long cycle de guerre dans l'Est congolais.

Le Rwanda est un acteur essentiel de la guerre du Kivu. Non seulement parce que la déstabilisation de l'Est de la RDC est la conséquence directe de ses problèmes internes (surpeuplement et exportation de ses violences intercommunautaires), mais aussi parce que Kigali essaye d'exercer un contrôle sur l'Est du Kivu, tant pour sa sécurité que pour s'appropriier des terres et des ressources minières. L'Ouganda a aussi des visées économiques sur le nord de la province, mais il est surtout concerné par le conflit, à certains égards comparables, de l'Ituri.⁸

⁵ Marchai, R., Ero, C., & Ferme, M., Liberia, Sierra Leone et Guinée : une guerre sans frontières ? in *Politique africaine*, 88(4), 2022, p.6.

⁶ L'ancienne appellation de la RDC.

⁷ BRABANT Justine, K. NZWEVE Jean-Louis, La houe, la vache et le fusil. Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC) : état des lieux et leçons tirées de l'expérience de LPI, Série des Grands Lacs, Uppsala, Life & Peace Institute, 2016, pp.52-53.

⁸ Roland Pourtier, « Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux », in *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 21 janvier 2009, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/echoReo/10793>

La question de l'implication du Rwanda dans la guerre du Kivu fait toujours problème car elle pose in fine celle du périmètre de l'Etat. Le chevauchement d'identités ethniques transfrontalières et d'appartenances nationales dessine des configurations complexes et des statuts ambigus.

L'engagement au début des années 1990 d'un grand nombre de Tutsis du Congo auprès du FPR et l'étroite collaboration entre le Rwanda et le RCD Goma entre 1998-2002 ont créé des solidarités actives, au point qu'il est difficile de faire le partage entre ce qui est « congolais » et « rwandais » - une ambivalence qui alimente l'hostilité des autres groupes ethniques du Kivu. En s'appuyant sur des réseaux transfrontaliers, familiaux, culturels, ou d'affaires, le Rwanda reste en tout cas un acteur omniprésent sur la scène économique, politique et militaire du Kivu. Son appui au M23, sans être inconditionnel pour des raisons de stratégie politique propre à Kagame, s'exerce sans doute moins dans le domaine militaire sauf peut-être dans la zone frontalière, que dans celui des services, télécommunication, système bancaire, facilités commerciales etc.

b. Les acteurs non-africains

La guerre du Kivu est une guerre africaine ; on se massacre entre Africains, en tuant de préférence des civils ce qui fait courir moins de risques aux détenteurs de « kalach » et autres armes de plus en plus destructrices. Loin est le temps où les mercenaires, dans les années 1960, avaient fait du Congo le terrain de leurs aventures. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue qu'aucun des belligérants ne possède d'usine d'armement et que la guerre par conséquent est alimentée par le commerce mondialisé et généralement illicite des armes, munitions et autres équipements militaires (jusqu'à l'habillement). Les systèmes de télécommunication, en particulier le téléphone portable, qui jouent un rôle essentiel dans des guerres de mouvement sont contrôlés par des groupes internationaux. Le Rwanda constitue un proche et efficace relais logistique pour les rebelles tutsis.

Si les grandes puissances nord-américaines, européennes et aujourd'hui asiatiques ainsi que les multinationaux jouent un rôle incontestable en amont du conflit en fournissant les armes, elles exercent une action décisive en aval car ce sont elles qui achètent les produits miniers et financent donc indirectement les groupes armés illégaux qui contrôlent la production. Ce cercle vicieux est dénoncé depuis des années sans beaucoup d'effet.

1.2. LES FACTEURS DE GUERRE DANS LA « POUDRIÈRE » DE L'EST

L'éditorial de la Lettre de la Cade de novembre 2008 analyse la guerre du Kivu dans les termes suivants : « cette tragédie... n'est pas une guerre ethnique, même si l'on retrouve de part et d'autre des Hutus et des Tutsis, même si l'instrumentalisation de l'ethnisme reste une tentation pour les belligérants. Cette guerre est à la fois la rébellion des ambitieux et une empoignade sordide pour le contrôle de ressources minières et de profits considérables totalement incontrôlés. Elle est aussi le troisième acte du génocide rwandais de 1994, le second s'étant déjà joué au Kivu. Elle est enfin le résultat des insuffisances politiques et militaires d'une ONU affaiblie par une politique américaine devenue l'otage de sa guerre contre le terrorisme »⁹. A ces causes du conflit, apaisons-nous sur l'exploitation des ressources minières.

• L'exploitation illicite des ressources minières : une curée généralisée

Le Kivu, à l'instar de l'ensemble de la RDC, est l'illustration exemplaire de la « malédiction des matières premières » dénoncée par maintes ONG. La guerre, l'exploitation des ressources naturelles et la corruption s'auto entretiennent. Le secteur minier du Kivu a été dominé par la production de cassitérite, jusqu'à l'effondrement du marché de l'étain en 1985. Un brutal regain d'activité minière a suivi l'explosion de la demande mondiale de tantale¹⁰ à la fin des années 1990. Ce métal se trouve en effet en abondance dans le soussol du Kivu sous la forme d'un minerai composite, la colombo-tantalite, en abrégé *coltati*¹¹. Il se trouve que la fièvre du coltan a correspondu à la période d'occupation du Kivu par les militaires rwandais et ougandais, période durant laquelle

⁹ « La guerre du Kivu : des raisons d'espérer ? », *La Lettre de la Cade*, Coordination pour l'Afrique de Demain, novembre 2008.

¹⁰ Le tantale est utilisé pour la fabrication des condensateurs des téléphones portables et des consoles de jeux.

¹¹ Le tantale est utilisé pour la fabrication des condensateurs des téléphones portables et des consoles de jeux.

toutes les ressources naturelles, bois, or, coltan ont fait l'objet d'un pillage systématique, dénoncé à partir de 2001 par un groupe d'experts mandatés par l'ONU¹².

L'économie minière est très réactive au marché mondial. Les cours du tantale dont le Kivu n'est au demeurant qu'un petit producteur en comparaison notamment de l'Australie, se sont effondrés après l'écroulement de la bulle spéculative en 2000¹³. En revanche, le minerai d'étain est aujourd'hui fortement réévalué. Les « creuseurs », les négociants et les comptoirs d'achat, acteurs locaux d'une activité essentiellement artisanale s'adaptent aux évolutions d'un marché dominé par quelques grands courtiers internationaux et industriels nord-américains, européens et asiatiques. Pour Global Witness, « la situation actuelle dans l'est de la RDC illustre le fait que l'on ne s'attaque pas, à l'échelle internationale, aux liens entre le conflit armé et le commerce mondial des ressources naturelles »¹⁴.

L'économie minière s'articule étroitement avec la guerre et l'insécurité. Tous les acteurs du conflit participent au pillage des ressources, soit pour financer l'achat d'armes, soit pour des raisons d'enrichissement personnel. Le premier groupe d'experts de l'ONU avait déjà mis en évidence le fait que l'exploitation des ressources naturelles, de moyen de financement du conflit en était devenue la finalité, et donc la cause de sa perpétuation.

Dans un contexte d'anomie généralisée, la seule loi qui prévaut sur le terrain est celle de la loi du plus fort. Mais si le conflit perdure c'est en grande partie parce que beaucoup d'acteurs extérieurs y trouvent leur intérêt. Pour le Rwanda, la perpétuation de la confusion au Kivu favorise son entreprise de peuplement, ses positions économiques dans la commercialisation des ressources minières et son influence politique. Pour les multinationales et plus généralement toutes les entreprises mondialisées, les productions extraites du sous-sol du Kivu par une multitude de creuseurs misérables sont une aubaine car mises sur le marché à vil prix elles permettent des bénéfices considérables tout au long d'une chaîne de commercialisation où les activités réputées licites frayent sans vergogne avec le monde obscur de l'illicite.

II. SOLUTIONS ADAPTEES

a. Au niveau interne

Sur le plan économique

A force de demeurer longtemps et pour raison de survie, ces forces négatives et groupes armés, ont découvert des gisements d'or, de coltan et autres qu'ils exploitent anarchiquement de façon artisanale. De ce point de vue, ils ne sont plus à la recherche du pouvoir contre le régime de Kinshasa. C'est plutôt la guerre économique pour la prédation de ressources minières très prisées dans cette partie du pays. Le Rwanda et l'Ouganda, plutôt que d'être considérés comme instigateurs de massacres et pillards à l'Est, ils deviennent par contre aux yeux du monde comme producteurs et vendeurs légaux de matières pourtant qui n'existent pas dans leur sous-sol.

Pour mettre fin à cette anarchie économique qui apporte deuil et malheurs dans cette partie du pays, il vaut mieux :

1. Que l'exploitation artisanale soit interdite pour toutes ces ressources minières à l'Est. ;
2. L'industrialisation de l'exploitation minière dans cette partie soit une priorité. Créer des entreprises... ;

¹² Pourtier Roland, Les rapports d'un premier groupe d'experts se sont échelonnés de 2001 à 2003, Face à la dégradation de la situation en RDC, un nouveau « Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo » a été créé en 2007, et reconduit en 2008.

¹³ De Failly Didier, « Coltan : pour comprendre... », in *L'Afrique des Grands Lacs, annuaire 2000-2001*, Centre d'études de la région des Grands Lacs d'Afrique, Anvers, L'Harmattan, Paris, 2002, pp.280-306.

¹⁴ Global Witness, *Le pillage des ressources reste le moteur du conflit dans l'est du Congo*, 1er novembre 2008, www.Globalwitness.org.

3. Négocier avec de multinationales (qui instiguent cette exploitation illicite et anarchique actuelle) qu'ils investissent officiellement dans la création d'entreprises et sociétés minières dans l'Est du pays afin d'une part formaliser l'économie à l'Est, et d'autre part, empêcher la prolifération d'usage d'armes qui favorisent la criminalité et la fraude ;
4. Ces entreprises minières devront entraîner de facto, la création de richesses, les emplois, et l'amélioration de conditions sociales de populations locales ;
5. Les éléments des anciens groupes armés seront transformés en gardes industrielles avec mission de protéger tous les outils de production dont ils tireront certes de dividendes en termes de salaires, assistance santé et scolarité des enfants ;
6. Par une économie formelle intégrée, ce bournier infernal, sera transformé en oasis de paix et de bonheurs où la sécurité pour tous sera assurée ;
7. En Ituni, il faut que les services de cadastre s'interdisent d'octroyer le droit de propriétaire terrien dépassant l'Oha par personne pour l'élevage (une loi limitant à l'Oha doit être envisagée et adopter) ;
8. La gestion de pistes et aérodromes doit être efficace et intégrée dans la régie de voies aériennes (RVA) pour stopper la fraude de minerais vers extérieur et ainsi lutter contre l'exploitation illicite de minerais, une des causes de conflits armés dans cette partie du pays ;
9. Il faudrait un leadership transformationnel à la tête du pays.

Sur le plan socio-culturel

Il faut donc un dialogue à 2 niveaux :

1. Dialogue de sensibilisation entre le Gouvernement et les populations locales (les écouter, leur expliquer et les convaincre d'abandonner la voie des armes qui ne fait qu'aggraver la situation de leur insécurité).
2. Dialogue entre communautés pour les amener toutes à accepter de vivre ensemble au respect de lois de la République ; et les amener à se désolidariser d'avec toutes les forces négatives nationales ou étrangères qui sont sur le territoire Est de la RDC.

Sur le plan militaire et opérationnel

- La RDC doit se doter d'une armée patriotique forte et dissuasive bien entraînée, bien équipée capable d'imposer le respect à tous les pouvoirs hégémonistes et prédateurs de pays voisins, et à même de détruire toutes menaces internes et externes de la République.
- Le brassage est à la base de la destruction de l'armée et de la prolifération des groupes armés rebelles. Il ne faut donc plus jamais recourir à ce type d'opérations.
- L'armée doit considérer les groupes armés comme des rebelles Criminels qu'elle doit détruire dans tous leurs retranchements ;
- La justice militaire opérationnelle doit être déployée dans tous les secteurs de l'Est du pays ;
- La corruption, la trahison, l'exploitation et trafic des minerais doivent être supprimés dans l'armée. La justice, l'inspectorat, et le haut commandement militaire doivent veiller sur ça.
- L'éducation politique et patriotique doit être instaurée au sein de l'armée par le service.
- La condition sociale des soldats doit être améliorée pour les mettre à l'abri de toute tentative de corruption, détournement, trafic, trahison ;
- La prévention de conflit à l'Est de la RDC devrait suivre deux finalités : aplanir les litiges et diminuer les risques de guerre.

b. Au niveau externe

Sur le plan géopolitique

Il faut donc :

- Avoir l'armée forte et dissuasive qui impose respect à tous ses voisins et aux prédateurs internationaux. *La diplomatie sans les armes c'est de la mauvaise musique.* Accent sur l'acquisition des drones de repérages et aéronefs sans oublier les mercenaires paramilitaires privés ou sociétés militaires privées si nécessaire. Par exemple au Mali, Pour combattre les terroristes ce Pays a fait appel au Wagner, un mercenariat privé russe. Il y'en a nombreux dans le monde aux USA et en Europe.
- Une diplomatie agissante, capable faire respecter sa géographie politique et sa géopolitique de manière efficace qui garantisse la politique de bon voisinage et qui assure une géo-économie régionale et internationale protégeant les intérêts de la RD Congo et ceux de tous les investisseurs intéressés par les ressources du pays.

Sur le plan géostratégique

De par sa position géographique au centre d'Afrique, et ses nombreuses et diverses ressources qu'elle possède naturellement de manière quasi exclusive au monde, la RD Congo est un pays hautement stratégique. Il faut donc Travailler sur le leadership politique de qualité et sur la bonne gouvernance qui permettra au Pays de rayonner à l'extérieur, comme puissance politique, économique et militaire avec qui le monde devrait savoir compter comme entité stratégique dans l'équilibre des relations internationales.

La Monusco

Entant que force internationale de la paix, la Monusco a fait son temps très long d'ailleurs la rendant ainsi inefficace. Sa longévité opérationnelle au Congo (bien qu'ayant fourni certains services pour la paix à la RD Congo dont la facilitation de négociations et dialogues politiques entre congolais), a beaucoup participé à l'affaiblissement de l'armée nationale (FARDC). Sa stratégie aussi est inadaptée par rapport à la réalité sur terrain.

En effet, par ses fallacieuses solutions de brassages et mixages qui ont déstructuré l'année congolaise et ont favorisé :

- L'infiltration des étrangers dans l'armée ;
- Le mélange de civils et des militaires dans les unités de l'armée ayant non seulement affaibli, mais aussi désarticulé le commandement de l'armée ;
- Ayant recours permanent à la logistique de la Monusco (hélicoptères, Rations, Véhicules et armement) les FARDC ne se sont plus dotées de la logistique propre et conséquente. Depuis 20 ans que la Monusco est ici, l'armée FARDC n'a plus jamais acquit ni hélicoptères, ni Avions de chasse, ni Avion de transport de troupes, ni VTT,...
- Pour émanciper l'armée nationale, et dégager la main mise sournoise de la communauté internationale, sur la RDC, la Monusco doit quitter le pays.
- A sa place, pour tout autre besoin d'appui sécuritaire, la RDC pourrait demander et obtenir l'intervention ponctuelle d'une armée d'un pays ami, choisi librement par elle. La diplomatie c'est l'Art de dire aux gens leurs vérités sans les offenser.

CONCLUSION

Ce travail porte sur l'étude des enjeux des guerres à l'est de la République Démocratique du Congo afin de proposer des solutions adaptées pour engager le pays dans la voie de développement. Il était question de traiter la problématique des guerres à répétitions qui écume cette partie du territoire national, mettant en péril la sécurité de la population vivant dans ce coin du territoire.

Le constat a fait état de plusieurs décennies que cette partie du territoire vit une situation de terreur et de violence orchestrée par les groupes armés locaux et étrangers, chacun avec son agenda. La population est massacrée nuit et jour pour des fins qu'elle ignore et sous la barbe des gouvernements en perte des stratégies adaptées, capables de faire taire ces botes et ces armes.

Il ressort de ce travail, que les causes de cette guerre ne sont plus les mêmes, elles ont évolué dans la durée. Aujourd'hui, il faudrait parler de la guerre des ressources naturelles entre les forces négatives et leurs alliés, entre temps, les forces régulières qui cherchent tant soit peu à sauvegarder l'intégrité nationale. Faudrait-il retenir le besoin d'un leadership politique éclairé au sommet de l'État et d'une bonne gouvernance qui soient capables de répondre coup sur coup tant sur le plan diplomatique, militaire, économique, que socioculturel.

L'histoire immédiate est le moyen qui a conduit cette étude à affirmer que les décennies des mésaventures de l'Est est fonction de la manière dont les dirigeants la traitent et c'est aussi question d'implémenter un leadership de qualité, rassembleur et visionnaire capable de détruire tous les enzymes et autres scories qui laminent les richesses de la RDC. Guerre complexe ? oui et non, parce que d'un côté certains rebelles se dissimulent dans la population et de l'autre, sont des agresseurs bien identifiés avec leurs alliés, le Rwanda et l'Uganda. La nécessité d'un Etat fort à la hauteur des enjeux avec un rapport de forces puissant pour terminer cette guerre devient un impératif.

REFERENCES

I. OUVRAGES

- [1]. Gémeaux, C. de, & Amaury, L. *L'Europe coloniale et le grand tournant de la Conférence de Berlin*. (A. Lorin, Ed.). Paris, Editions Le Manuscrit, 2013
- [2]. Hochschild, A. *Les fantômes du roi Léopold II*, Paris, Belfond, 1999
- [3]. Kabuika Tshipata, J., *La République Démocratique du Congo dans le monde*, L'Harmattan, Paris, 2023
- [4]. Koning, R. de. *Stiiking Gold : How M23 and its Allies are Infiltrating Congo 's Gold Trade*, Washington, D.C The Enough Project, 2013
- [5]. Matoko, E., *Afrique par les africains utopie ou révolution*, Paris: L'Harmattan, 2000

II. ARTICLES, RAPPORTS ET THESE

- [6]. « La guerre du Kivu : des raisons d'espérer ? », *La Lettre de la Cade*, Coordination pour l'Afrique de Demain, novembre 2008.
- [7]. BRABANT Justine, K. NZWEVE Jean-Louis, La houe, la vache et le fusil. Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC) : état des lieux et leçons tirées de l'expérience de LPI, Série des Grands Lacs, Uppsala, Life & Peace Institute, 2016, pp.52-53.
- [8]. De Failly Didier, « Coltan : pour comprendre... », in *L'Afrique des Grands Lacs, annuaire 2000-2001*, Centre d'études de la région des Grands Lacs d'Afrique, Anvers, L'Harmattan, Paris, 2002, pp.280-306.
- [9]. Marchai, R., Ero, C, & Ferme, M., Liberia, Sierra Leone et Guinée : une guerre sans frontières ? in *Politique africaine*, 88(4), 2022, 5-12.
- [10]. POURTIER Roland, « Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux », EchoGéo [en ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 21 janvier 2009, consulté le 17 novembre 2018
- [11]. Pourtier Roland, Les rapports d'un premier groupe d'experts se sont échelonnés de 2001 à 2003, Face à la dégradation de la situation en RDC, un nouveau « Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo » a été créé en 2007, et reconduit en 2008.

III. WEBOGRAPHIE

[12]. Global Witness, *Le pillage des ressources reste le moteur du conflit dans l'est du Congo*, 1er novembre 2008, www.globalwitness.org.

[13]. Roland Pourtier, « Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux », in *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 21 janvier 2009, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/10793>

III. WEBOGRAPHIE

[14]. Global Witness, *Le pillage des ressources reste le moteur du conflit dans l'est du Congo*, 1er novembre 2008, www.dobalwitness.org.

[15]. Melvil Bossé, *Les "minerais de sang", facteurs de conflits au Kivu (République Démocratique du Congo). Étude des rivalités territoriales dans une zone grise d'Afrique centrale*, Géographie, 2019. <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02445404>

[16]. Rapport du groupe des experts de l'ONU sur la RDC, remis au Conseil de Sécurité de l'ONU le 12 décembre 2008. <http://www.un.org/sc/committees/1533/pdf/15331ist.pdf>.

[17]. Roland Pourtier, « Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux », in *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 21 janvier 2009, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/10793>